



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination, du pilotage,
de l'appui territorial et de l'environnement**

Arrêté n°24-DCPATE/315

**portant mise en demeure à l'encontre de la société CAVAC pour ses activités qu'elle
exploite à Fougeré
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,**

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-8 et L. 514-5 ;

VU l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (NOR : DEVP1025930A)

VU l'arrêté préfectoral n° 18-DRCTAJ/1-290 du 11 juin 2018 ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 3 mai 2024 conformément à l'article L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 7 mai 2024 ;

Considérant ce qui suit :

L'article 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé dispose : « *Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement [...].*

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2022. ».

Lors de la visite de l'installation effectuée le 29 avril 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que l'état des stocks des matières présentes sur le site ne correspondait pas aux exigences de l'arrêté du 4 octobre 2010. D'une part, cet état des stocks ne regroupe pas les matières présentes par mentions de danger (le cas échéant pour les matières dangereuses, lorsqu'elles peuvent conduire à un classement au titre des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées) et par risques particuliers (matières combustibles, piles ou batteries). D'autre part, l'exploitant ne dispose pas d'état sous forme synthétique pour l'information de la population. Enfin, l'exploitant n'a pas pu présenter au moment de l'accident, l'état des matières présentes dans les bâtiments touchés par l'incendie, du fait d'une impossibilité d'accès aux serveurs informatiques à la suite de la coupure générale d'électricité du site.

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'article 50 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société CAVAC de respecter les prescriptions précitées, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'un délai de trois mois est suffisant pour se remettre en conformité ;

ARRÊTE

Article 1. Mise en demeure

La société CAVAC, dont le siège social est situé 12 boulevard Réaumur, BP 27, à La Roche-sur-Yon (code postal : 85001) est mise en demeure, pour l'établissement qu'elle exploite à Fougeré, de respecter les dispositions de l'article 50 de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié susvisé.

Pour cela, la société CAVAC :

1. tient à jour un état des stocks répondant aux deux objectifs (servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel et répondre aux besoins d'information de la population) définis à l'article 50 de l'arrêté du 4 octobre 2010 ;
2. prend les dispositions nécessaires pour que cet état des stocks soit accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation ;
3. référence cet état des stocks dans son plan d'opération interne.

Article 2. Délais d'application

Le délai pour respecter les dispositions mentionnées à l'article 1 est de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3. Respect de la mise en demeure

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans le délai mentionné à l'article 2, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

Article 4. Dispositions pénales

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu à l'article 2, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 5. Dispositions administratives

Article 5.1. Délais et voies de recours

En application de l'article L. 221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5.2. Publicité de l'arrêté

La publication du présent acte sera effectuée sur le site internet des services de l'Etat de Vendée, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans.

Une copie sera adressée au maire de la commune de Fougeré.

Article 5.3. Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de Loire sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au responsable de la société CAVAC, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à La Roche-sur-Yon, le

02 JUL. 2024

Le préfet,
Pour le préfet,
La secrétaire générale,


Nadia SEGHER

